

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE L'ECONOMIE



DIRECTION DE LA CONJONCTURE
ET DE LA PREVISION ECONOMIQUES

EVOLUTION DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE A FIN SEPTEMBRE 2011

Adresse postale : 04 bp 650 Abidjan
Adresse géographique : 9^{ème} étage Immeuble SCIAM, Abidjan Plateau
Téléphonie : 20 20 09 89/20 22 76 50/ Fax : 20 22 54 55

EVOLUTION DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE A FIN SEPTEMBRE 2011 [SYNTHESE]

L'**environnement international** est marqué à fin septembre 2011 par la poursuite du ralentissement de l'activité économique mondiale, imputable à la quasi-totalité des pays de l'OCDE. Dans ces conditions, les prévisions de croissance des grandes économies ont été revues à la baisse et le taux de croissance du Produit Intérieur Brut Mondial, sous l'impulsion des pays émergents, devrait ressortir à 4% à fin 2011 contre une prévision initiale de 4,4% et en recul par rapport au taux de 5,1% réalisé en 2010.

Sur les marchés mondiaux des produits de base, en septembre 2011, les cours ont globalement replié de 3% par rapport à août 2011. Sur les marchés financiers, la crise de la dette souveraine dans la zone euro reste préoccupante, entraînant une forte dégradation des conditions de financement de plusieurs Etats. Enfin, sur le marché des changes, la devise européenne par rapport au dollar s'est affaiblie de 4% en septembre, en variation mensuelle et appréciée de 5% en glissement annuel.

Au plan intérieur, l'activité économique au terme des neuf premiers mois de 2011, porte l'empreinte des effets de la crise post-électorale. Cependant, par rapport au mois de mai 2011, une amélioration progressive est observée grâce aux mesures de redressement prises par le Gouvernement. L'évolution par secteur d'activité se décline comme suit :

Dans le secteur agricole d'exportation, le cacao (+27,6%), le sucre (+27,6%) et l'ananas (+21,0%) résistent à la crise post-électorale, tandis que le café (-75,9%), l'anacarde (-21,8%), le caoutchouc (-3,5%) et la banane (-3%) se maintiennent en baisse. La bonne tenue du cacao et de l'ananas provient respectivement des conditions pluviométriques favorables et des investissements réalisés dans la promotion variétale de l'ananas. Quant aux contre-performances, elles s'expliquent pour le café, par l'abandon des récoltes, pour le caoutchouc¹, par les perturbations sur le fonctionnement des usines et pour l'anacarde, par les difficultés liées à la commercialisation du fait de la crise. Il est toutefois noté une amélioration des productions de ces spéculations par rapport à fin mai 2011, confirmant le rattrapage d'activité au regard de l'amplitude des baisses enregistrées

depuis la fin de la crise (café : -84,1% à fin mai 2011 contre -75,4% à fin septembre 2011 ; anacarde : -75,5% à fin mai 2011 contre -21,8% à fin septembre 2011 et banane : -10,8% à fin mai 2011 contre -3% à fin septembre 2011).

Dans le **secteur minier**, la production d'or avec 9422,7 Kg contre 3680,3 Kg à fin septembre 2010, poursuit son dynamisme, grâce au bon niveau de production de la mine de Tongon, atténuant ainsi le recul enregistré au niveau du pétrole brut (-14,9% à fin septembre 2011 contre -12,8% à fin mai 2011) et du gaz naturel (-3,9% à fin septembre 2011 après -4,9% à fin mai 2011).

Ces évolutions se justifient pour le pétrole brut par la fermeture voire l'arrêt récurrent des puits pour cause de travaux et pour le gaz naturel par le report des investissements prévus en 2011.

Les **activités industrielles** à fin août 2011, sont encore marquées par les effets négatifs de la crise post-électorale et affichent un repli de 14,7%, attribuable à toutes les branches sauf l'énergie qui résiste grâce à la bonne tenue de la production (+3,9%). De même, le BTP secoué par la crise continue de plonger (-43,6%), suite à la chute des matériaux de construction (-33,1%) et des divers dérivés du pétrole (bitume -45,8%) du fait de l'arrêt de certains investissements publics. Hors extraction, la production régresse de 13,4%.

Toutefois, depuis le mois de mai 2011, grâce aux mesures de soutien au secteur privé, l'activité industrielle, en forte baisse (-21,7%) à fin mai 2011, affiche une relative reprise essentiellement imputable aux industries agroalimentaires (-15,5% à fin août 2011 contre -27,2% à fin mai 2011), chimiques (-32,2% à fin août 2011 contre -46,5% à fin mai 2011), industries diverses (-8,8% à fin août 2011 contre -19,7% à fin mai 2011) et au BTP (-43,6% à fin août 2011 contre -56,4% à fin mai 2011). De même hors extraction, la production se redresse (-13,4% à fin août 2011 contre -22,0% à fin mai 2011), soutenue par la relance des activités manufacturières (-20,6% à fin août 2011 contre -33,9% à fin mai 2011).

Dans le secteur des **énergies commerciales**, depuis la fin de la crise, il est noté une reprise de la production de produits pétroliers grâce aux actions du Gouvernement pour résoudre les difficultés financières de la SIR. Elle s'est établie à 1 269 982 tonnes, en baisse de 27,4%. Toutefois,

¹ Il s'agit de la production usinée et commercialisée.

par rapport à fin mai 2011, il est constaté un rattrapage, la chute (-48,4%) enregistrée aux cinq premiers mois s'est progressivement atténuée pour atteindre -39,7% à fin juillet 2011 et -34,1% à fin août 2011. La consommation de produits pétroliers régresse de 26,5% et se situe à 581 710 tonnes, tout comme les exportations qui reculent de -37,5% pour un niveau de 716 818 tonnes.

Dans le secteur de l'électricité, la production s'établit à 4 348 GWH, en augmentation de 4,2% par rapport à fin septembre 2010, amenée essentiellement par la source hydraulique (+36,3%) qui a bénéficié des apports d'eau enregistrés en 2010. A l'inverse, la production électrique de source thermique baisse de 5,3% du fait de la faiblesse des disponibilités en gaz.

La consommation intérieure d'électricité accuse un retrait de 5,3%, imputable à la demande industrielle (-6,8%) et des ménages (-3,8%). L'évolution de la demande nationale (-6,3% à fin mai, -6,0% à fin juillet et -5,7% à fin août 2011), confirme la reprise d'activités dans les industries sinistrées, mais aussi le retour des populations déplacées à leurs domiciles. Les exportations progressent avec 462 GWH à fin septembre 2011 contre 227 GWH un an plus tôt.

A l'instar des autres secteurs, les **activités tertiaires** ont été impactées par les effets de la crise post-électorale. En effet, *l'activité commerciale* régresse de 10,3% par rapport à la même période de 2010, sous l'effet du reflux des ventes de l'ensemble des secteurs. Toutefois, entre mai et septembre 2011, les ventes de détail s'accroissent de 12,7%, traduisant le retour du climat de confiance. Dans la branche transport, *l'activité maritime* à fin août 2011 affiche une régression du trafic global de marchandises de 26,6%. Toutefois à partir de mai 2011, il est noté une reprise des activités due au rattrapage des exportations et importations après la levée de l'embargo. Le *trafic aérien* recule et s'étend à toutes ses composantes : « voyageurs commerciaux » (-42,1%), Transit (-13,0%) et fret (-16,6%). Cependant, il est noté une reprise d'activité depuis le mois de mai 2011 avec le retour des compagnies aériennes qui avaient délocalisé.

L'inflation est ressortie en hausse de 5,5% en moyenne sur les neuf mois de 2011, en liaison avec le renchérissement des fonctions « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+13,1%), « Restaurants et hôtels » (+7,5%) « Boissons alcoolisées et tabac » (+3,4%), « Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (+2,3%) et « Transports » (+1,1%).

Par rapport à fin mai 2011, il est enregistré une détente au niveau des prix des fonctions « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+13,1% à fin septembre 2011 contre +17,1% à fin mai 2011), « Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (+2,3% à fin septembre 2011 contre +3,0% à fin mai 2011) et « Transports » (+1,1% à fin septembre 2011 contre +1,4% à fin mai 2011). Cette décélération du rythme de progression des prix des produits alimentaires s'explique par les efforts entrepris par le Gouvernement pour un approvisionnement régulier des marchés en produits de première nécessité (locaux comme importés), grâce à une meilleure fluidité routière.

Les **échanges avec l'extérieur** se sont traduits par un excédent commercial hors biens exceptionnels² de 983,5 milliards de FCFA, en hausse de 9,2% par rapport à fin septembre 2010. Cette augmentation est attribuable en partie à l'accroissement en valeur des exportations de +13,8% et des importations de 15,4%. Les prix à l'export et ceux à l'import progressent respectivement de 9,2% et de 18,1%, induisant une dégradation de 7,5% des termes de l'échange. Le taux de couverture des importations par les exportations se dégrade de près de 2 points de pourcentage passant à 134% à fin septembre 2011. La **situation monétaire** à fin août 2011 est marquée par une baisse de la masse monétaire de 85,6 milliards résultant de l'évolution différenciée de ses contreparties : consolidation des avoirs extérieurs nets de 345,2 milliards et contraction du crédit intérieur net de 414,0 milliards (-14,4%) amenée par celle des concours à l'économie.

Au total, grâce aux avancées remarquables notées dans la normalisation du contexte socio-politique, à l'amélioration de la situation sécuritaire et aux mesures en faveur du secteur privé, l'activité économique a progressivement repris et la quasi-totalité des indicateurs économiques ont connu une inversion de tendance favorable à compter du mois de mai 2011, dénotant un rattrapage de la production dans la plupart des secteurs.

Cependant, l'inflation perdure en raison de la persistance du racket et des tracasseries routières. Avec les mesures prises par le Gouvernement pour lutter contre le racket et les faux frais permettant d'accroître la fluidité routière et de favoriser l'approvisionnement plus régulier des marchés, les tensions sur les prix devraient s'estomper dans les mois à venir.

² Les biens exceptionnels sont les plates - formes de forages.

EVOLUTION DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE A FIN SEPTEMBRE 2011

I. LA CONJONCTURE INTERNATIONALE

L'**environnement international** est marqué à fin septembre 2011 par la poursuite du ralentissement de l'activité économique mondiale, imputable à la quasi-totalité des pays de l'OCDE. Dans ces conditions, les prévisions de croissance des grandes économies ont été revues à la baisse et le taux de croissance du Produit Intérieur Brut Mondial devrait ressortir à 4% à fin 2011 contre une prévision initiale de 4,4%, sous l'impulsion des pays émergents. Cette croissance serait en recul par rapport au taux de 5,1% réalisé en 2010.

Sur les marchés mondiaux des produits de base, en septembre 2011, les cours ont globalement replié de 3% par rapport à août 2011. Les cours des matières énergétiques, notamment le pétrole brut, ont légèrement fléchi en raison des inquiétudes relatives aux perspectives économiques mondiales. Au niveau des marchés des produits alimentaires, il est noté une détente des cours. En effet, les prix des céréales ont augmenté de 2,7% contre une baisse des prix des oléagineux de 3,4% et du sucre de 4% par rapport au mois d'août 2011. Cette évolution d'ensemble des cours des produits alimentaires s'expliquerait par les bonnes récoltes dans les principaux pays producteurs.

Toutefois, par rapport à la même période de 2010, les prix des matières premières se sont globalement appréciés de 9%, portant en hausse l'inflation mondiale (+4,6% au mois de septembre 2011, en glissement annuel).

Sur les marchés financiers, la crise de la dette souveraine reste préoccupante, notamment dans la zone euro où les conditions de financement de plusieurs Etats se sont fortement dégradées. Les indicateurs des principales places boursières internationales se sont affichés en baisse à la fin du mois de septembre 2011, par rapport au mois d'août dernier, poursuivant la tendance amorcée depuis juillet 2011.

Dans ce contexte, sur le marché des changes, la devise européenne s'est affaiblie de 4% face au dollar en septembre, en variation mensuelle. En glissement annuel, l'euro s'est apprécié de 5% par rapport au dollar.

II. LA CONJONCTURE NATIONALE

L'activité économique nationale au terme des neuf premiers mois de l'année 2011 continue de porter l'empreinte des effets négatifs de la crise post-électorale. Cependant, depuis le mois de mai 2011, grâce au dispositif de gestion de crise mis en place par le Gouvernement à la faveur du secteur privé, il est noté un redressement des activités dans la plupart des secteurs productifs.

1. La production agricole

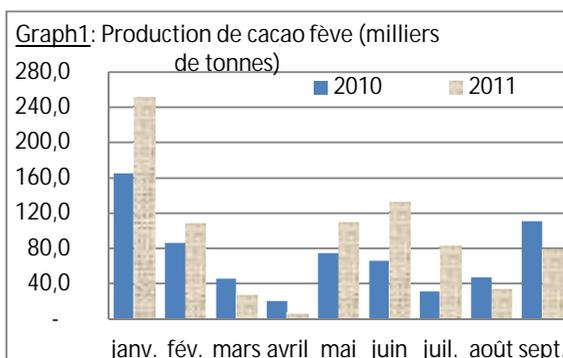
Dans le secteur agricole d'exportation, à fin septembre 2011, les cultures de cacao, d'ananas³ et de sucre résistent pendant que le café, le caoutchouc, la banane, l'anacarde et l'huile de palme brute continuent d'enregistrer de mauvais résultats attestant les contrecoups de la crise post-électorale sur les filières. Toutefois, par rapport au mois de mai 2011, il est

³ Il s'agit d'estimations élaborées sur la base des exportations de la DGD.

noté un rattrapage de la production, en témoignent les faibles amplitudes observées depuis la fin de la crise.

Par spéculation, les évolutions se déclinent comme suit :

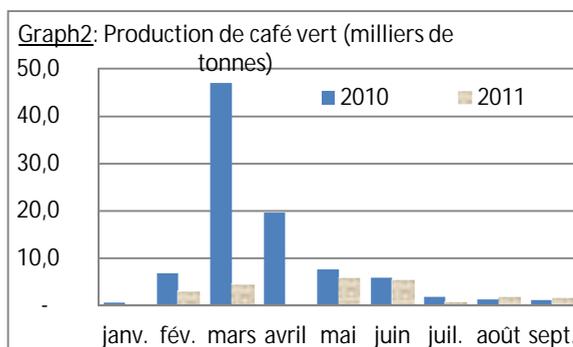
La **récolte de cacao**⁴ reste toujours orientée à la hausse comme les mois précédents avec 826 651 tonnes, soit une progression de 27,6% par rapport à fin septembre 2010, grâce aux bonnes conditions pluviométriques. En termes de campagne, la campagne 2010/2011 vient également de s'achever en hausse de 19,2% pour un niveau record de 1 480 592 tonnes, jamais réalisé au cours de la décennie écoulée. Ces résultats auraient été bien meilleurs si des mesures vigoureuses avaient été prises pour freiner la fuite du produit vers les pays voisins. Toutefois, la décision du Gouvernement de poursuivre les réformes dans la filière café/cacao de même que la lutte contre le « swollen shoot » devraient permettre une amélioration des rendements dans la filière.



L'ananas qui accusait des baisses au cours de ces trois dernières années, se redresse grâce aux appuis financiers de l'UE aux opérateurs agro-industriels du secteur dans le cadre d'une politique de diversification pour relancer l'activité. La production s'établit à 31 969,5 tonnes, en augmentation de 21,0% par rapport à la même période de 2010.

Ces performances ont été cependant amoindries par le recul des autres cultures comme le café, la banane, le caoutchouc et l'anacarde.

La production de **café** se chiffre à 22 038 tonnes, en réduction de 75,9% par rapport à la même période de l'année dernière. Cette contre-performance est imputable d'une part, à l'évasion du produit vers les pays limitrophes et d'autre part, à l'abandon des récoltes et des champs par certains producteurs du fait des perturbations issues des troubles post-électorales.

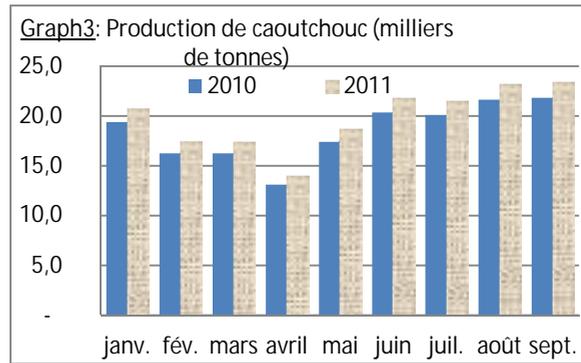


La production de la **banane**⁵ replie de 3% par rapport à fin septembre 2010 et atteint 263 198,2 tonnes. Ce taux de faible amplitude par rapport à celui de -10,8% enregistré à fin mai 2011, traduit l'amélioration progressive de la production après les pertes dues aux avaries et difficultés de commercialisation suite aux sanctions imposées par l'Union Européenne.

⁴ Il s'agit pour le cacao et le café des volumes d'achats.

⁵ Production estimée sur la base des exportations de la DGD.

Dans la filière du *caoutchouc*,⁶ les perturbations occasionnées par la crise ont durablement affecté le fonctionnement des usines. Toutefois, depuis la fin de la crise post-électorale, il est noté un redressement par rapport aux évolutions négatives enregistrées à fin mai 2011 (-22,6%) s'est amenuisée pour se situer à -3,5%.

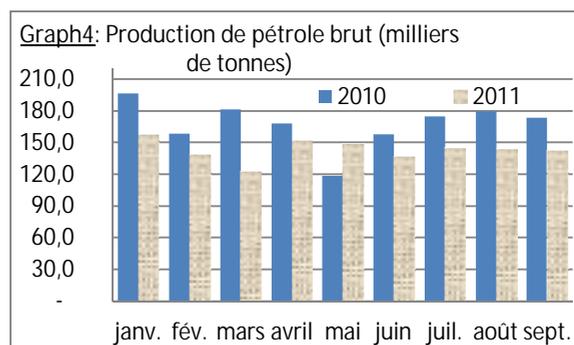


La situation de crise a affecté le déroulement de la campagne et amplifié le détournement de l'anacarde en direction des pays voisins (Mali, Burkina et Ghana). Ainsi, la production d'anacarde⁷ atteint 257 587 tonnes et enregistre une réduction de 21,8% par rapport à fin septembre de 2010. Cependant, il convient de noter que le creux enregistré à fin mai 2011, s'est estompé avec la reprise de la commercialisation après les sanctions de l'Union européenne sur le Port d'Abidjan.

2. La production minière

L'extraction minière continue d'enregistrer des évolutions divergentes. Ainsi, au terme des neuf premiers mois de l'année 2011, le pétrole brut et le gaz accusent des baisses toutefois atténuées par le dynamisme de l'exploitation aurifère.

La production de pétrole brut avec 9 359,6 barils recule de 14,9% par rapport aux réalisations de la même période de 2010, en raison des difficultés techniques pour faire monter le pétrole dans les réservoirs et du déclin naturel des champs pétroliers.



Suivant la même tendance que le pétrole, la production de gaz se situe à 42 120 063,5 MMBTU, en retrait de 3,9% par rapport aux quantités extraites à fin septembre 2010. Ce résultat s'explique d'une part, par les problèmes (compresseurs et maintenance) rencontrés par certains opérateurs et d'autre part, par la contraction d'activité enregistrée entre mars et avril 2011.

En revanche, la production aurifère a plus que doublé et s'établit à 9 422,8 kilogrammes à fin septembre 2011 contre 3 680,3 kilogrammes d'or coulé un an auparavant. Ce dynamisme est imputable à la mine de Tongon entrée en exploitation au cours du dernier trimestre 2010.

3. La production industrielle

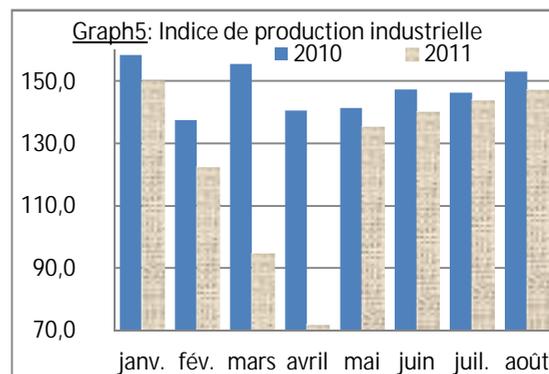
Dans le secteur secondaire, les activités continuent de subir l'impact de la crise post-électorale. L'indice de la production industrielle s'est établi en moyenne sur les huit premiers mois de l'année 2011 à 126, en repli de 14,7% par rapport à la même période de l'année dernière. Cette contraction d'activité s'étend à toutes les branches industrielles à savoir les « Industries extractives » (-18,5%), l'« Agro-alimentaire » (-15,5%), le « Textile-Chaussure »

⁶ Il s'agit de la production usinée et commercialisée

⁷ Production estimée par la DCPE.

(-21,2%), le « Bois » (-60,1%), la « Chimie » (-32,2%), les « industries mécaniques » (-11,3%) et les « industries diverses » (-8,8%) et le BTP (-43,6%) appuyé par les « matériaux de construction » (-33,1%). Seule la branche « Energie électrique, Eau » résiste à la crise avec une production en augmentation de 3,9%.

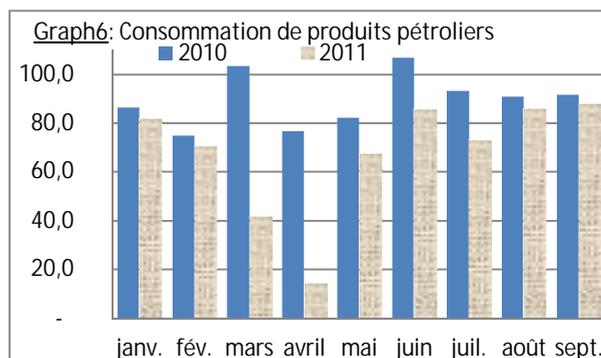
Hors extraction, la production industrielle accuse également une baisse de 13,4%, aggravée par celle du secteur manufacturier (-20,6%).



Toutefois, grâce aux mesures prises en faveur des entreprises industrielles, l'indice de la production industrielle augmente de 8,8% par rapport au mois de mai 2011, attribuable à l'ensemble des branches sauf l'Agroalimentaire (-2,4%) et les Industries diverses (-17,7%). De même hors extraction, l'indice de la production progresse également de 10,1% par rapport à mai 2011, traduisant la relance des activités manufacturières (+13,3%) et dans le BTP dont la production a plus que doublé.

4. La production et la consommation d'énergies commerciales

Le secteur des énergies commerciales est marqué à fin septembre 2011 par une régression de la production de produits pétroliers (-27,4%), qui s'explique par les difficultés d'importation de brut suite aux problèmes financiers de la SIR aggravés par la suite par le gel de leurs avoirs pendant la crise. En rapport avec les casses et pillages des stations services au cours de la crise post-électorale, la consommation nationale se contracte de 26,5% et s'établit à 581 710 tonnes. En conséquence, les exportations se réduisent de 37,5% et s'établissent à 716 818 tonnes au terme des neuf premiers mois de l'année 2011. Au total, l'ensemble des ventes de produits pétroliers s'élève à 1 321 956 tonnes, en recul de 32,3%.



Toutefois, par rapport au mois de mai 2011, il est noté un regain de la production de la SIR grâce aux concours financiers alloués en vue de faire face aux achats de brut et de gaz butane.

Dans le secteur de l'électricité, la production croît de 4,2%, tirée par la composante hydraulique (+36,3%) en liaison avec les apports d'eau dans les barrages. A l'inverse, la composante thermique continue de baisser (-6,1%) du fait de la faiblesse des disponibilités en gaz naturel en raison des problèmes (panne de compresseur, maintenance) rencontrés par certains opérateurs du secteur combinés au repli d'activité du fait de la crise. La demande intérieure se ressent toujours des effets de la crise et la consommation domestique d'électricité s'établit à 2 804 Gwh, en retrait de 5,3% par rapport à fin septembre 2010. Ce résultat provient du recul de la demande industrielle « Haute et moyenne tension » (-6,8%) et de celle des ménages « Basse tension » (-3,8%). Les exportations d'électricité quant à elles ont repris, passant de 227 Gwh à fin septembre 2010 à 462 Gwh au cours de la période sous-revue.

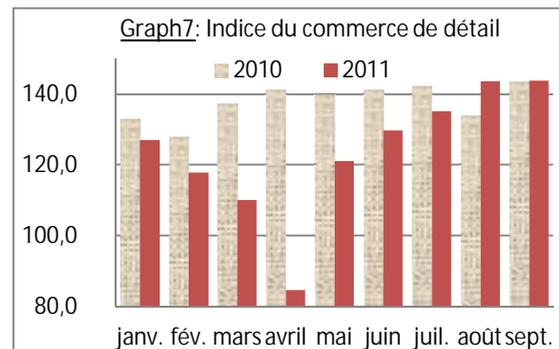
5. Les activités tertiaires

Les informations disponibles se rapportant aux activités tertiaires indiquent des contre-performances dues à l'incidence du climat sociopolitique sur la période de janvier à avril 2011 et une reprise progressive depuis mai 2011.

Dans la **branche transport**, le *trafic aérien* poursuit la contraction d'activité amorcée du fait de la crise post-électorale et enregistre à fin septembre 2011 par rapport à la même période de l'année dernière, une baisse d'activité causée par toutes ses composantes : trafic voyageur (-42,1%) ; fret (-16,6%) et transit direct (-13,0%).

L'*activité maritime* affiche à fin août 2011 une régression des escales de navires de 34,6% combinée à une réduction du trafic global de marchandises de 26,6%. Ce recul provient à la fois de la chute des escales de toutes les catégories de navires et de la réduction des volumes exportés et importés de marchandises (respectivement de -22,0% et -30,2%) en raison de l'embargo maritime et du risque pays élevé rendant la destination Côte d'Ivoire impossible. Il est noté cependant à partir du mois de mai 2011, une reprise des activités import-export. Un rattrapage est observé tant au niveau des exportations de marchandises notamment les stocks de cacao et autres spéculations accumulés pendant la crise) que des importations traduisant un retour de la consommation et un regain de la production industrielle.

L'**activité commerciale** a été aussi affectée par la crise post-électorale. Ainsi, l'indice du chiffre d'affaires enregistre en moyenne sur les neuf premiers mois de 2011 une baisse de 10,3% en glissement annuel. Le niveau général des prix ayant connu une hausse de 5,5% en moyenne sur la période, le chiffre d'affaires du commerce de détail se dégrade de 15,8% en termes réels. Cette évolution est marquée par le reflux des ventes de l'ensemble des secteurs. Hors produits pétroliers, il accuse un repli de 10,6%.



Toutefois, grâce à l'amélioration progressive du climat des affaires depuis la fin de la crise, les ventes de détail ont enregistré entre mai et septembre 2011 des variations mensuelles positives de 43,1%, 7,1%, 4,2%, 6,3% et 0,1%, traduisant la nette reprise des activités confortée par le retour à la consommation. Ce résultat découle principalement de la bonne orientation des ventes des « Produits pétroliers » (+6,1%).

6. Les prix à la consommation

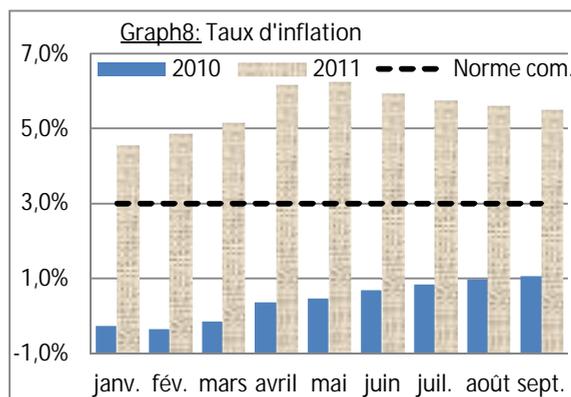
Les prix à la consommation ont connu une hausse généralisée depuis le début de l'année jusqu'en juin 2011, attribuable aux distorsions enregistrées au niveau des circuits de distribution qui se sont traduites par une insuffisance de l'offre de produits alimentaires (légumes, maïs, riz local, banane et tubercules), à la surenchère du gaz butane et au relèvement du prix du transport du fait de la crise post-électorale. A ces facteurs, s'ajoute le racket à l'origine des surcoûts payés entre les zones de production et les marchés d'approvisionnement.

Toutefois, grâce aux actions entreprises par le Gouvernement pour contenir la hausse des prix des denrées de première nécessité, il est noté une décélération du rythme de progression de l'inflation à partir du mois de juillet 2011. Il s'agit entre autres de la signature de deux protocoles d'accord portant sur la modération de prix par la définition d'un

prix maximum de vente conseillé en éliminant les surcoûts, avec la baisse du prix du riz brisure de 25% ; la réduction du prix du sucre de 6% à 10% par les distributeurs et le rabais de 1% sur les fûts de 200 litres.

Ainsi, les prix à la consommation en septembre 2011 sont ressortis en baisse mensuelle de 0,4%, du fait principalement du repli des prix des « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (-1,8%), du « Logement, gaz, électricité » (-0,6%) et de la « Communication » (-5,6%). En effet, l'approvisionnement régulier en viande de boeuf, en poissons frais, en produits locaux avec l'arrivée sur les marchés de nouvelles productions (légumes frais et plantain) et en gaz butane expliquent en grande partie cette évolution.

En moyenne sur les neuf mois de 2011, l'inflation s'est établie à +5,5% contre -5,6% et -5,7% respectivement à fin août et juillet 2011, imputable aux fonctions « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+13,1%), « Logement, eau, électricité gaz et autres combustibles » (+2,3%), « Transport » (+1,1%) et « Restaurants-Hôtels » (+7,5%). « Hors alimentation », l'inflation est passée de +2,4% à fin mai à +2,8% à fin septembre 2011 contre une inflation « hors transport et énergie » se situant respectivement à +7,6% et +6,8%, supérieur au taux de hausse générale des prix (+5,5%).



Comparativement à septembre 2010, l'inflation s'est située à +4,7% contre +1,6% l'année précédente, en raison toujours de la flambée prix des fonctions « Produits alimentaires » (+8,2%), « Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » (+1,1%), « Transport » (+0,4%) « Restaurants et hôtels » (+10,4%) et « Biens et services » (+3,5%).

De même par rapport au début de l'année, le taux d'inflation se situe à 1,3% à fin septembre 2011, en relation principalement, avec la flambée des prix des céréales non transformées (+5,2%) et du lait – fromage-œufs (+10,1%) au niveau des sous-composantes de produits alimentaires, et l'augmentation des prix des postes « restaurants et hôtels » (+7,9%) et « autres biens et services » (+2,3%).

Ces évolutions confirment dans l'ensemble l'origine essentiellement alimentaire de l'inflation.

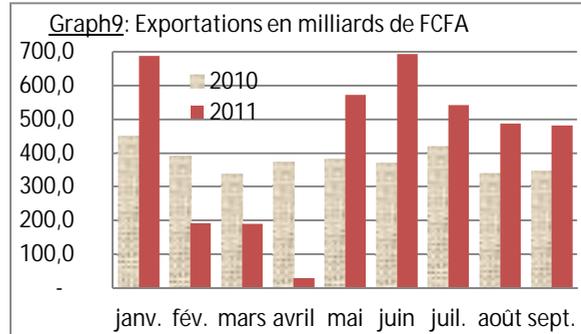
Par rapport à la fin de crise en mai 2011, il est enregistré une détente de l'indice des prix des fonctions, « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+17,1% à fin mai 2011 contre +13,1% à fin septembre 2011), « Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (+3,0% à fin mai 2011 contre +2,3% à fin septembre 2011) et « Transports » (+1,4% à fin mai 2011 contre +1,1% à fin septembre 2011).

La décélération observée au niveau des prix à la consommation devrait se poursuivre sur les mois à venir grâce aux négociations du Gouvernement avec les acteurs de la filière Bétail visant à réduire le prix du kilogramme de la viande de boeuf.

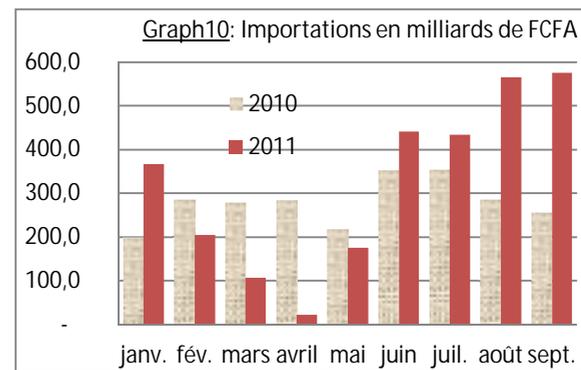
7. Les échanges extérieurs

A fin septembre 2011, les échanges commerciaux de la Côte d'Ivoire avec le reste du monde se sont traduits par un excédent commercial hors biens exceptionnels⁸ de 983,5 milliards de FCFA contre 900,2 milliards de FCFA réalisés un an auparavant, soit une progression de 9,2%.

Les exportations augmentent de 13,8%, en liaison avec le rattrapage des ventes de produits primaires (+19,4%) suite à la levée de l'embargo sur les ports. Il s'agit notamment des ventes de cacao (+36,3%), de pétrole brut (+30,9%), de caoutchouc (+82,9%), d'huile de palme (+51%) et d'ananas (+23,3%). Toutefois, ce dynamisme est amoindri par le recul des exportations de produits transformés, dont les produits pétroliers (-5,3%) et les conserves et préparations alimentaires (-13,6%) causé principalement le cacao transformé (-22,8%) et les conserves de thon en raison de l'impact de la crise post-électorale sur l'Agroalimentaire.



De même, les importations s'améliorent de 15,4% en valeur, grâce d'une part, aux produits alimentaires (+5,8%), notamment le riz (+3,6%) et les poissons (+14,1%) et d'autre part, au pétrole brut dont la valeur a plus que doublé, en rapport avec la reprise de la production de la SIR grâce au dégel de ses avoirs et aux concours financiers mis à sa disposition. Il est observé une croissance mensuelle moyenne de 10,1% sur la période allant de juillet à septembre 2011, contre une baisse de 41,1% de janvier à avril 2011.



Le taux de couverture ressort à 134% à fin septembre 2011, en baisse de près de 2 points de pourcentage par rapport à la même période en 2010. En raison d'une augmentation plus faible des prix à l'export (+9,2%) que celle des prix à l'import (+18,1%) dans un contexte de renchérissement des produits de base (alimentaires, industriels et énergétiques), les termes de l'échange se dégradent de 7,5%.

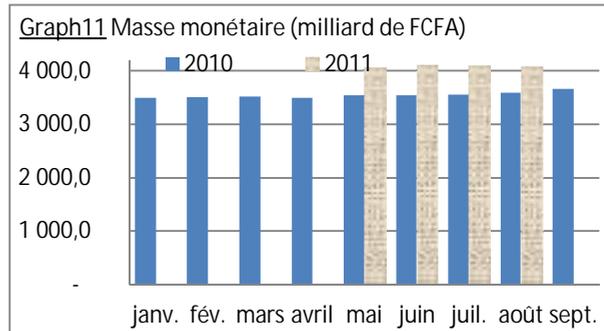
8. La situation monétaire

Le profil des agrégats monétaires à fin août 2011 par rapport à fin décembre 2010 laisse apparaître :

- une baisse de la masse monétaire de 85,6 milliards (-2,1%) ;
- une consolidation des avoirs extérieurs nets de 345,2 milliards (+24,8%) ;
- et une contraction du crédit intérieur net de 414,0 milliards (-14,4%).

⁸ Les biens exceptionnels concernent généralement les plates - formes de forages.

La consolidation des **avoirs extérieurs nets** (+24,8%, +345,2 milliards) s'explique par la hausse des avoirs extérieurs de la Banque Centrale (+219,1 milliards ; +16,2%) et des banques commerciales (+126,1 milliards ; +303,1%). La progression des avoirs de la Banque Centrale provient du rapatriement des recettes d'exportation de produits primaires (+14,5% en valeur) notamment le binôme café-cacao (+24,3%) et le pétrole brut (+17,8%), mais aussi des concours de la Communauté financière dès la fin de la crise.



En rapport avec la contraction d'activité et la fermeture des banques suite à la crise post-électorale, le **crédit intérieur** recule de 414,0 milliards (-14,4%). La *Position Nette du Gouvernement* s'améliore de 137,0 milliards, en raison de la hausse plus importante des créances de l'Etat (+237,2 milliards ; +93,2%) du fait de l'accroissement de ses dépôts, que celle des engagements (+100,2 milliards ; +9,4%). L'impact de la crise sur les activités bancaires et de production se ressentent au niveau du financement de l'économie. *En effet les concours bancaires* se sont réduits de 277 milliards sous l'effet de la contraction de tous les types de crédits (campagne : -42,0 milliards, court terme : -141,4 milliards ; moyen et long termes : -93,7 milliards).

Reflétant l'évolution de ses contreparties, la **masse monétaire** enregistre un repli de 85,6 milliards (-2,1%) qui se justifie par la baisse de 336,5 milliards (-20,6%) de la monnaie fiduciaire. Toutefois, cette évolution est atténuée par la hausse de la monnaie scripturale (+250,8 milliards ; +9,9%).

Conclusion

Au total, grâce aux avancées remarquables notées dans la normalisation du contexte socio-politique, à l'amélioration de la situation sécuritaire et aux mesures en faveur du secteur privé, l'activité économique a progressivement repris et la quasi-totalité des indicateurs économiques ont connu une inversion de tendance favorable à compter du mois de mai 2011, dénotant un rattrapage de la production dans la plupart des secteurs.

Cependant, l'inflation perdure en raison de la persistance du racket et des tracasseries routières. Avec les mesures prises par le Gouvernement pour lutter contre le racket et les faux frais permettant d'accroître la fluidité routière et de favoriser l'approvisionnement plus régulier des marchés, les tensions sur les prix devraient s'estomper dans les mois à venir.